

RCS : TARBES
Code greffe : 6502

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de TARBES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1990 B 00196
Numéro SIREN : 378 653 885
Nom ou dénomination : SOPIC INVESTISSEMENT

Ce dépôt a été enregistré le 21/09/2022 sous le numéro de dépôt 2786

SOPIC INVESTISSEMENT
Société par Actions Simplifiée au capital de 250.000 €
Siège social : 5, cours Gambetta 65.000 Tarbes – RCS Tarbes n° 378 653 885

**PROCES-VERBAL [P.V.]
DE LA REUNION DU CONSEIL DE DIRECTION
DU 17 JUIN 2022**

Le 17 juin 2022 à 17 heures 30, le Conseil de Direction de la société SOPIC INVESTISSEMENT (la « Société » ou « Sopic Investissement ») s'est réuni 5 Cours Gambetta, 65 Tarbes, à la suite des deux Assemblées générales de la Société s'étant tenues à même date et en même lieu.

Sont présents :

- Monsieur Didier Escande, en sa qualité de représentant de la société **COFIM** [SAS au capital de 469 040,00 €, ayant son siège à TARBES (65000), 5 Cours Gambetta, RCS Tarbes n° 350 037 164], sté. membre du Conseil de direction et directeur général de la Société ;
- Monsieur Stéphane Thierry, demeurant 11 Cami Dous Peyres, à Ouillons membre du Conseil de direction.

Est représenté :

- Monsieur Ahssan Ruda, demeurant 3 cité Vaneau, 75007 Paris, membre du Conseil de direction ayant donné pouvoir à Monsieur Stéphane Thierry.

Les membres du Conseil de direction ont été convoqués oralement et par courriel, ce jour même, le 17 juin 2022, par le directeur général, COFIM [par Didier Escande], à la sortie de la 2^{ème} assemblée générale de la Société du 17 juin 2022 à laquelle ils ont participé.

D'accord à la majorité des présents, et après vote sur ces questions, le Conseil **constitue le Bureau** :

- La Présidence de la réunion est assurée par Monsieur Didier Escande [Cofim] ;
- Le secrétariat de la réunion est assuré par Monsieur Stéphane Thierry.

Le Président de séance dépose sur le bureau :

- les statuts de la Société;
- les convocations par courriels ;
- Les P.V. des deux AG venant de se tenir ce jour le 17/06/2022, immédiatement dressés.





Le Président de séance constate que les 3 membres du Conseil de Direction sont présents ou représentés et que le Conseil de Direction peut valablement délibérer.

Le Président de séance rappelle que le Conseil de direction est appelé à délibérer sur les questions figurant à l'ordre du jour à savoir :

- Prise d'acte de la démission d'un directeur général [Cofim] et désignation de Cofim en qualité de nouveau président
- Désignation de 2 nouveaux directeurs généraux [Ahssan Ruda et Stéphane Thierry] ;
- Pouvoirs.

Le Président de séance rappelle encore :

- que le 15 décembre 2021, le Conseil de direction s'était réuni à la suite d'un précédent conseil de direction du 10 novembre 2021, pour confirmer la révocation de la société MCP [présidée par Michel Cousin] de ses fonctions de présidente de la Société ;
- Qu'il s'en est inféré un contentieux devant le tribunal de Commerce de Tarbes, initié par MCP, visant à voir annuler et à tout le moins indemniser sa révocation ;
- que le 11 avril 2022, les parties concernées, dont la Société, sa filiale Sopic, ainsi que les membres du présent conseil de direction, ont signé un protocole d'accord visant à la sortie de MCP [Michel Cousin] du groupe Sopic et, partant, à l'extinction des contentieux entre les parties ;
- Qu'il en est résulté que MCP a accepté de démissionner de ses fonctions de membre du conseil de direction de la Société en date et à effet de ce jour ;
- Qu'en AG de ce jour, ont été désignés membres du présent conseil de direction de la Société Monsieur Stéphane Thierry et Monsieur Ahssan Ruda, acceptant leurs fonctions ;

Point n°1 – Désignation du Président du Conseil de direction et prise d'acte de la démission de Cofim en qualité de DG

En application de l'article 17 des statuts de la Société, le Conseil désigne à l'unanimité, en qualité de président de la Société,

COFIM [représentée par Monsieur Didier Escande], jusqu'alors directeur général.

Du fait de sa désignation, COFIM remet en séance sa démission de ses fonctions de directeur général, dont le Conseil prend acte.

La désignation du président COFIM [représentée par Monsieur Didier Escande] est faite pour une durée illimitée, et, à date, n'est pas rémunérée, sans préjudice, pour le Conseil, de prévoir, ultérieurement, la rémunération de ce mandat.

Le Président sera défrayé de l'intégralité des frais professionnels engagés pour l'exercice de ses fonctions, sur présentation des justificatifs correspondants.

Point n°2 – Désignation d'un premier DG

En application de l'article 16 des statuts de la Société, et sur proposition du président COFIM, le Conseil désigne à l'unanimité, en qualité de directeur général de la Société, Monsieur Ahssan Ruda ce dernier ne prenant pas part au vote.

La désignation du directeur général Monsieur A. Ruda est faite pour une durée illimitée, et, à date, n'est pas rémunérée, sans préjudice, pour le Conseil, de prévoir, ultérieurement, la rémunération de ce mandat.

Monsieur A. Ruda, absent, représenté par Monsieur Stéphane Thierry, avait fait savoir à COFIM, qu'il acceptait volontiers les fonctions de direction générale de Sopic Investissement qui lui étaient proposées, et remercier le Conseil de sa confiance. Monsieur A. Ruda a fait savoir qu'il n'était frappé d'aucune interdiction ou déchéance susceptible de l'empêcher de les exercer.

Monsieur A. Ruda sera défrayé de l'intégralité des frais professionnels engagés pour l'exercice de ses fonctions de directeur général, sur présentation des justificatifs correspondants.

Point n°3 – Désignation d'un second DG

En application de l'article 16 des statuts de la Société, et sur proposition du président COFIM, le Conseil désigne à l'unanimité, en qualité de directeur général de la Société, Monsieur Stéphane Thierry ce dernier ne prenant pas part au vote.

La désignation du directeur général Monsieur S. Thierry est faite pour une durée illimitée, et, à date, n'est pas rémunérée, sans préjudice, pour le Conseil, de prévoir, ultérieurement, la rémunération de ce mandat.

Monsieur Stéphane Thierry déclare ici accepter volontiers les fonctions de direction générale de Sopic Investissement qui lui sont proposées et remercie le Conseil de sa confiance. Il déclare n'être frappé d'aucune interdiction ou déchéance susceptible de l'empêcher de les exercer.

Monsieur S. Thierry sera défrayé de l'intégralité des frais professionnels engagés pour l'exercice de ses fonctions de directeur général, sur présentation des justificatifs correspondants.

Point n°4 – Pouvoirs pour formalités

Le Conseil confère tous pouvoirs au président ou au porteur d'un original des présentes aux fins de :

- établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires ;
- remplir toutes formalités utiles, si besoin au moyen d'extraits des présentes, faire toutes déclarations auprès des administrations concernées, ainsi que toutes significations et notifications à quiconque ; en cas de difficulté, engager ou suivre toutes instances ;
- signer toutes pièces, tous actes et documents, élire domicile, substituer et déléguer dans la limite des présents pouvoirs, et en général faire tout ce qui sera nécessaire ;



Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 18 heures.

Il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président de Séance, par le secrétaire et plus généralement par tous les membres présents et représentés.

Monsieur Didier Escande

Pour COFIM

Président



Le Secrétaire de séance

Monsieur Stéphane Thierry

Directeur Général



Monsieur Ahssan Ruda

Directeur Général

Représenté par Monsieur Stéphane Thierry



SOPIC INVESTISSEMENT
Société par Actions Simplifiée au capital de 250.000 €
Siège social : 5, cours Gambetta 65.000 Tarbes – RCS Tarbes n° 378 653 885

Assemblée générale extraordinaire des associés en date du 17 juin 2022 n° 2

Les associés (ci-après « les Associés ») de la Société SOPIC INVESTISSEMENT (ci-après la « Société » ou « SOPIC INVESTISSEMENT») se sont réunis en assemblée générale mixte, sur convocation de son Directeur Général, la société Cofim (SAS, RCS Tarbes n° 350 037 164) représentée par son président M. Didier Escande.

Il a été établi une feuille de présence Signée par l'associé unique présent.

Assiste à la réunion :

Nom & Prénom des associés ayant le droit de vote présents ou représentés	Nbre Actions	Nom & Prénom du(es) Mandataire(s) pour l'AG	Présent Ou mention de la connexion en visio (h de connexion)
Sté. COFIM SAS – siège : 5 crs. Gambetta Tarbes (65) RCS Tarbes 350 037 164 Par Didier Escande, Pdt	14.300	néant	Présent
Total	14.300		

Assiste également à la réunion avec l'accord de Cofim, Monsieur Stéphane Thierry, directeur financier Groupe, qui assure le secrétariat de séance.

L'assemblée est présidée par la société Cofim, représentée par son président Monsieur Didier Escande, Directeur Général de la Société.

Le Président de séance constate que tous les actionnaires ayant le droit de vote sont présents ou représentés et que dès lors le quorum de l'article 21.4 e) des statuts est atteint.

L'assemblée peut donc valablement délibérer.

Les commissaires aux comptes convoqués sont absents et excusés.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- la copie de la convocation des CAC
- le projet du texte des résolutions proposées au vote de l'Assemblée
- la feuille de présence qui vient d'être émarginée
- les statuts de Sopic Investissement



- le protocole d'accord et ses annexes (ci-après le « **Protocole d'Accord Global** »), signé entre les associés de la Société, de sa filiale Sopic et de sa sous-filiale Sopic Paris le 11 avril 2022.

Le Président de séance déclare que tous les documents prescrits par le code de commerce ont été tenus à disposition au siège social.

Le Président de séance rappelle que, conformément à l'article IV du protocole d'accord du 11 avril 2022, la société MCP (SAS – siège : 26 rue Cambacérès, Paris 8^{ème} RCS Paris 444 335 335) vient de céder l'intégralité des 14 300 actions qu'elle détenait dans Sopic Investissement, ce rachat s'inscrivant dans le cadre d'une réduction de capital de la Société non motivée par des pertes, les actions rachetées aux fins d'annulation étant immédiatement annulées.

En conséquence, la société MCP n'est plus, depuis cette précédente assemblée générale de ce jour, associée de la Société.

Le Président de séance indique que, en suite de cette cession, la société MCP a démissionné de ses fonctions de membre du conseil de direction de la Société.

Le Président de séance rappelle également qu'il y a désormais lieu de recomposer et d'élargir les organes de gouvernance de la société. Et qu'il souhaite la désignation rapide d'un Président et de deux directeurs généraux.

En l'état, les statuts (article 16.1) ne prévoient la nomination que d'un seul directeur général (DG) par le Conseil de direction.

Il y a lieu d'étendre le nombre de DG pouvant être nommés par le Conseil en modifiant l'article 16 des statuts.

Le Président de séance poursuit en rappelant qu'en application de l'article 17.1 des statuts, les membres du Conseil de direction sont nommés par décision des associés, le candidat pressenti ne participant pas au vote. Dès lors que le Conseil de direction ne comporte plus que deux membres en suite de la démission, ce jour, de la société MCP, il y a donc lieu de le compléter.

Enfin, le Président de séance Cofim expose, par la voix de son dirigeant, qu'il entend faire apport, à la Société, des 4.000 titres qu'il détient, directement, dans la société Sopic SAS (RCS Tarbes n° 328 768 544), et dont la Société est déjà actionnaire majoritaire.

Le Président de séance invite l'assemblée et ses participants à formuler des observations sur cet exposé et les divers documents soumis.

Le Président de séance met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.



RÉSOLUTION n° 1 : RÉSOLUTION PRÉLIMINAIRE

L'assemblée générale prend acte que les dispositions de l'art. L 227-9 du Code de commerce, et, partant, celles des articles 20.4 des statuts de la Société relatifs aux modalités de convocation et à l'information des associés, n'ont pas été respectées.

L'assemblée rappelle qu'en vertu de l'article 21.1 des statuts de la Société, les décisions des associés «peuvent aussi s'exprimer par un consentement unanime des associés donné dans un acte », les présentes valant acte unanime le cas échéant.

En tout état de cause, l'assemblée déclare ici formellement avoir reçu toutes les informations nécessaires pour voter en parfaite connaissance les résolutions mises à l'ordre du jour et, en conséquence, renonce à se prévaloir d'une quelconque nullité, et donc à engager quelque action en nullité que ce soit de la présente assemblée générale (renonciation à l'article L 227-9 dernier al. C. Com.)

Nombre de voix « Pour » : 14.300

Nombre de voix « Contre » : 0

Abstention(s) : 0

Art. 21.4 e) : Toute abstention ne sera pas prise en compte dans le décompte de la majorité requise

Total : 14.300 voix « Pour » ; 0 voix « Contre » ; sur 14.300 voix exprimées

La résolution est adoptée.

RÉSOLUTION n° 2 : Désignation de deux membres au conseil de direction de la Société

En application de l'article 17 des statuts de la Société, l'assemblée générale désigne en qualité de membres du conseil de direction :

Monsieur Ahssan Ruda, demeurant à Paris (75 007), 3 cité Vaneau ;

Monsieur Stéphane Thierry, demeurant à Ouillon (64160), 11 Cami Dous Peyres.

Ces nominations sont faites pour la durée statutaire annuelle et seront renouvelables tacitement, sans qu'une décision spéciale d'assemblée pour le renouvellement de leurs fonctions ne soit nécessaire annuellement.

Monsieur Stéphane Thierry, qui assiste à la présente assemblée, déclare accepter ses fonctions et remercie l'associé unique de sa confiance.

Du fait de sa désignation, Monsieur S. Thierry remet en séance à Cofim la démission des fonctions de membre du conseil de direction de la société Finallin qu'il représente et dont il est associé majoritaire.

Monsieur Stéphane Thierry déclare détenir tous pouvoirs de Monsieur Ahssan Ruda pour accepter lesdites fonctions.

Nombre de voix « Pour » : 14.300

Nombre de voix « Contre » : 0

Abstention(s) : 0

Art. 21.4 e) : Toute abstention ne sera pas prise en compte dans le décompte de la majorité requise

Total : 14.300 voix « Pour » ; 0 voix « Contre » ; sur 14.300 voix exprimées

La résolution est ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

RÉSOLUTION n° 3 : Modification de l'article 16 des statuts de la Société

L'Assemblée générale décide que l'article 16 des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit [sont surlignées les dispositions ajoutées ou modifiées] :

« 16.1 Sur proposition du Président, le Conseil de Direction peut nommer, en statuant à l'unanimité un ou plusieurs directeurs généraux, sous un maximum de trois, associé ou non. L(a)es personnes pressenties pour être nommé(e)s directeur général/directeurs généraux ne pren(d)nnent pas part au vote. La décision de nomination fixera la durée de son/leur mandat ».

16.2. Les Directeurs Généraux sont révocables ad nutum par le Conseil de Direction statuant à la majorité des deux tiers, les Directeurs Généraux en voie de révocation ne prenant pas part au vote.

16.3. La rémunération des Directeurs Généraux sera fixée par le conseil de direction. Les Directeurs Généraux auront droit au remboursement de leurs frais sur présentation des justificatifs. Les Directeurs Généraux peuvent se faire consentir ou être titulaire d'un contrat de travail conclu avec la Société, qu'ils pourront cumuler avec leur mandat social.

16.4. En cas de décès, démission ou empêchement du Président, les Directeurs Généraux conservent leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

16.5. Les Directeurs Généraux seront investis des mêmes pouvoirs de direction et de représentation que le Président, qu'ils exerceront ensemble ou séparément.

En conséquence, les Directeurs Généraux dirigeront la Société, représenteront celle-ci à l'égard des tiers et seront investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société.

Le Conseil de Direction pourra néanmoins décider de limiter leurs pouvoirs.

16.6. Les Directeurs Généraux pourront consentir toute délégation de pouvoirs estimée nécessaire, par mandats spéciaux et temporaires, à une ou plusieurs personnes, associée(s) ou non, mandataire(s) de leur choix (chacun(e) un Délégué), qui agiront sous le contrôle et la supervision du Directeur Général délégué et seront soumises à l'autorité et aux instructions de celui-ci. Les pouvoirs conférés à un Délégué pourront être modifiés et/ou révoqués à tout moment par le Directeur Général délégué.

Nombre de voix « Pour » : 14.300

Nombre de voix « Contre » : 0

Abstention(s) : 0

Art. 21.4 e) : Toute abstention ne sera pas prise en compte dans le décompte de la majorité requise

Total : 14.300 voix « Pour » ; 0 voix « Contre » ; sur 14.300 voix exprimées

La résolution est ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

RÉSOLUTION n° 4 : DÉSIGNATION D'UN COMMISSAIRE AUX APPORTS

L'assemblée générale désigne M. Marc Berasaluce, Adour Expertise, 3 place Beziau à Laloubère 65310. Tel : 05 62 45 26 60, en qualité de commissaire aux apports chargé d'établir le rapport sur la valeur des apports des 4.000 actions Sopic SAS que la société COFIM entend apporter à la Société, tel que prévu aux articles art. L 225-147, art. R 22-10-7 (sur renvoi de l'art. R 225-136, al. 1), L 822-11 C. Com.

Ainsi, Monsieur Marc Berasaluce aura-t-il pour mission :

- D'apprécier la valeur des apports en nature de COFIM [SAS au capital de 469 040 euros – siège social : 5, cours Gambetta – 65000 TARBES – RCS Tarbes n° 350 037 164] à la Société SOPIC INVESTISSEMENT ;
- D'établir son rapport contenant les mentions prévues par les dispositions légales et réglementaires, qui sera mis à la disposition des associés de la société apporteuse COFIM et de la société bénéficiaire SOPIC INVESTISSEMENT, et déposé au tribunal de commerce dans les délais légaux.

Nombre de voix « Pour » : 14.300

Nombre de voix « Contre » : 0

Abstention(s) : 0

Art. 21.4 e) : Toute abstention ne sera pas prise en compte dans le décompte de la majorité requise

Total : 14.300 voix « Pour » ; 0 voix « Contre » ; sur 14.300 voix exprimées

La résolution est ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

RÉSOLUTION n° 5 : POUVOIRS DIVERS ET POUR FORMALITÉS

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Président de séance, Directeur général de la Société, à l'effet de veiller à la parfaite réalisation définitive des opérations ici décidées, en conséquence, de :

- établir et signer tous actes utiles, confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, dont le traité d'apport en nature entre COFIM et la Société portant sur la participation détenue par la première dans la société Sopic SAS ;
- remplir toutes formalités utiles, faire toutes déclarations auprès des administrations concernées, ainsi que toutes significations et notifications à quiconque ; en cas de difficulté, engager ou suivre toutes instances ;
- signer toutes pièces, tous actes et documents, élire domicile, substituer et déléguer dans la limite des présents pouvoirs, et en général faire tout ce qui sera nécessaire ;
- Faire toutes publications & accomplir toutes formalités indiquant que l'art. 16 des statuts a été modifié.

Plus généralement, L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie, ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

Nombre de voix « Pour » : 14.300

Nombre de voix « Contre » : 0

Abstention(s) : 0

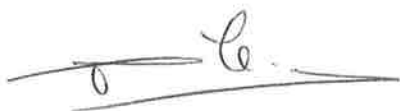
Art. 21.4 e) : Toute abstention ne sera pas prise en compte dans le décompte de la majorité requise

Total : 14.300 voix « Pour » ; 0 voix « Contre » ; sur 14.300 voix exprimées

La résolution est ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

L'ordre du jour étant épuisé le Président de séance clôt la séance et lève la séance à 16 heures.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal signé par le président de séance ainsi que par un associé conformément aux dispositions de l'article 21.4(f) des statuts de la société Sopic Investissement.



La société COFIM Associée unique

Président de séance, Directeur Général, représentée par son président Monsieur Didier Escande



Monsieur Stéphane Thierry

Secrétaire de séance, membre du conseil de direction,



SOPIC INVESTISSEMENT
Société par Actions Simplifiée
au capital de 250 000 €
Siège social : 5, cours Gambetta 65000 Tarbes
378 653 885 RCS TARBES

STATUTS

Sous la forme de société par actions simplifiée modifiés le
17 Juin 2022

Copie certifiée
conforme à l'original



SOPIC INVESTISSEMENT
Société par Actions Simplifiée au
capital de 250 000 €
Siège social : 5, cours Gambetta
65000 Tarbes 378 653 885 RCS
TARBES

TITRE I

FORME - DENOMINATION SOCIALE - OBJET - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 – FORME DE LA SOCIÉTÉ

La société a été initialement constituée sous la forme de société anonyme, aux termes d'un acte en date du 8 juin 1990, reçu par Maître Frank CARNEJAC, Notaire à Tarbes (65000).

Elle a ensuite été transformée en Société par Actions Simplifiée (SAS), suivant décision de la collectivité des associés réunis en Assemblée Générale Extraordinaire le 30 décembre 2016.

La SAS est régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts. La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder à l'offre de titres financiers, à condition que le montant par investisseur ou que la valeur nominale du titre dépasse les seuils fixés par le Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

ARTICLE 2- OBJET SOCIAL

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger:

- Détention et gestion des participations dans les Sociétés du Groupe Sopic
- Animation de ces Sociétés, définition de leur stratégie, suivi des risques pris, gérance, Direction et participation à leurs Comités de Direction
- Etablissement des comptes consolidés du Groupe et communication financière auprès des établissements de crédit, de la Banque de France sur ces comptes et sur les perspectives d'activités du Groupe
- Accessoirement, prestations de services et de management pour les sociétés dans lesquelles elle détient une participation

D'autre part,

- Investissements dans tous biens meubles ou immeubles, acquisition ou cession de tous actifs financiers ou immobiliers, gestion de ces investissements et actifs
- Acquisition ou prise de participations dans toute Société à caractère civil ou commercial quel que soit son secteur d'activité
- et accessoirement toutes opérations commerciales, financières, immobilières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION SOCIALE

3.1. La dénomination de la Société est :

SOPIC INVESTISSEMENT

3.2. Tous les actes ou documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale abrégée, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

4.1. Le siège social de la société est fixé au : 5 cours Gambetta 65000 Tarbes

4.2. Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du Président, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine décision ordinaire des associés et partout ailleurs en vertu d'une décision de décision extraordinaire des associés, sous réserve des dispositions légales en vigueur. Le Conseil de Direction a la faculté de créer des agences, usines et succursales partout où il jugera utile.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés le 26 juillet 1990, sauf en cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévue aux présents statuts.

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS - AVANTAGES PARTICULIERS

6.1. Apports

Lors de la constitution de la société, il a été fait apport de la somme de 250 000 francs.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 4 juillet 2001, le capital social a été augmenté d'une somme de 12 385 F, par capitalisation de réserves, et converti en euros pour être porté à 40 000 €.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 5 octobre 2004 :

- En premier lieu, la valeur nominale des actions a été divisée par 100 pour être portée de 80 euros à 80 centimes sans modification du montant du capital
- En second lieu, le capital social a été augmenté d'une somme de 460 000 euros, par capitalisation de réserves et par augmentation de la valeur nominale de l'action portée de 80 centimes à 10 euros.
Le capital social est fixé à 500 000 €, divisé en 50 000 actions d'une seule catégorie de 10 € chacune, entièrement libérées.

L'Assemblée Générale Mixte en date du 26 juin 2020 a décidé d'une part de réduire le capital social d'une somme de 214 000 euros, par voie de rachat et d'annulation de 21 400 actions d'une valeur nominale de 10 euros chacune et d'autre part, d'augmenter le capital social d'une somme de 214 000 euros pour le porter à nouveau à 500 000 euros, par incorporation de pareille somme prélevée sur le compte autres réserves. Cette augmentation a été réalisée par élévation de la valeur nominale des 28 600 actions de 10 euros à 17,4825 euros chacune.

Toutes les cessions ont été régularisées le 10 septembre 2020 et, le 21 septembre 2020, le Conseil de Direction a acté ces modifications.

Par décision de l'assemblée générale du 17 Juin 2022, le capital a été réduit par voie de rachat et d'annulation de 14 300 actions, pour être porté de 500 000 euros à 250 000 euros, divisé en 14 300 actions de 17,4825 euros chacune, entièrement libérées.

Le 08 Août 2022 le Conseil de Direction a acté ces modifications.

6.1 Avantages particuliers

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 250 000 euros. Il est divisé en 14 300 actions d'une seule catégorie de 17,4825 euros chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la Loi.

L'associé unique, ou la collectivité des associés statuant selon les conditions prévues aux Articles 20 et 21, sur le rapport du Conseil de Direction, est seule compétente pour décider l'augmentation du capital.

En cas d'augmentation du capital social par émission d'actions de numéraire et si la Société comporte plusieurs associés, un droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles est réservé aux associés, dans les conditions édictées par la loi.

En cas de pluralité d'associés et lors de la décision collective d'augmentation de capital, les associés peuvent supprimer le droit préférentiel de souscription en faveur d'une ou plusieurs personnes ou catégories de personnes dénommées, dans le respect des conditions prévues par la loi. Chaque associé peut aussi renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

Après avoir décidé d'augmenter le capital social, les associés ou l'associé unique peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires en vue de réaliser l'augmentation, du capital social.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux actionnaires, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'associé unique ou la collectivité des associés statuant en la forme extraordinaire qui peut déléguer au Conseil de Direction tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

Le capital peut être amorti conformément aux dispositions de la Loi.

ARTICLE 9 - LIBÉRATION DES ACTIONS

Hors le cas de la constitution de la Société, les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Conseil de Direction dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

L'associé unique ou les associés ont la faculté de procéder à des versements anticipés.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

Les actions de numéraire émises à la suite d'une augmentation de capital résultant pour partie d'une incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission et pour partie d'un versement en espèces, doivent être intégralement libérées lors de leur souscription.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la Société sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes "nominatifs purs" ou des comptes "nominatifs administrés" aux choix de l'actionnaire.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

11.1 Chaque action donne droit à son porteur, dans l'actif social, les bénéfices et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

11.2. Chaque action donne, en outre, le droit au vote et à la représentation dans les décisions des associés, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux dans les conditions prévues par les présents statuts.

11.3. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux modifications ultérieures et à toutes décisions des associés ou de l'associé unique.

11.4 L'associé unique ou les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

11.5. Les droits et obligations attachés à chaque action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

11.6. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou en cas d'échange, de regroupement ou d'attributions d'actions ou en cas d'opération sur le capital, les propriétaires d'actions isolées ou en nombres insuffisants ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de se regrouper et de faire leur affaire personnelle de ce groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

11.7. Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des associés ou de l'associé unique.

ARTICLE 12 - TRANSFERT DES ACTIONS - OBLIGATION DE CESSION - LOCATION DES ACTIONS

12.1. Propriété

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

Une attestation d'inscription en compte d'instruments financiers sera délivrée par la Société à tout associé en faisant la demande.

12.2. Cessions

Pour les besoins du présent article 12 :

« **Cession** » désigne toute décision ou toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert de la propriété, la copropriété, la nue-propriété ou l'usufruit de tout Titre détenu par un associé, de quelque manière que ce soit, et notamment, par (i) le fait de vendre, céder, donner, apporter au capital ou de toute autre manière, y compris par suite d'une fusion (notamment en cas d'absorption de la Société), d'une transmission universelle de patrimoine, d'un apport partiel d'actif ou d'une scission, grever (et notamment nantir) ou se défaire, directement ou indirectement, volontairement ou non, tout ou partie de la propriété de tout Titre ainsi désigné, et (ii) tout transfert de Titres par une personne physique à ses héritiers ou son conjoint (en ce compris notamment (a) la donation ou (b) le transfert par suite du décès ou d'une liquidation de communauté entre époux). Sont aussi considérés comme des Cessions la location et le crédit-bail.

« **Titre** » désigne les actions de la Société quelle qu'en soit la catégorie et tout titre donnant droit, de manière immédiate ou différée, directement ou indirectement (y compris l'usufruit ou la nue-propriété d'actions de la Société), par conversion, souscription, option ou par tout autre moyen possible, à un droit financier ou à un droit de vote dans la Société, y compris, notamment, tout bon de souscription d'actions émis par la Société, ainsi que tout droit préférentiel de souscription au profit d'une personne dénommée ainsi que sa renonciation individuelle en faveur d'une personne dénommée dans le cadre d'une émission de Titres de la Société, tout droit d'attribution résultant d'une augmentation de capital par incorporation de réserves de la Société et plus généralement toute valeur visée au chapitre VIII du Titre II du Livre II du Code de commerce.

12.2.1. Transfert des actions

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un virement du compte de l'associé cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, ci-après désigné « *Registre des mouvements* ». La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises à la Cession.

12.2.2. Cessions libres de Droit et Procédure de Prémption et d'agrément

Les Titres sont librement cessibles lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé.

En cas de pluralité d'associés, les Cessions sont libres de Droit et Procédure de Prémption et d'agrément lorsqu'elles :

(i) interviennent dans le cadre de la procédure d'exclusion prévue par l'Article 13.2 des statuts, ou, (ii) sont réalisées par un associé personne physique au profit d'une Société Patrimoniale, ce terme étant entendu comme une société satisfaisant de manière continue les critères suivants: (i) avoir pour unique objet la détention de participations dans des sociétés (ii) être constamment intégralement détenue directement par l'associé concerné, son époux(se), ou ses descendants ou ascendants directs ou collatéraux, (iii) avoir pour représentant légal l'associé concerné, son conjoint, un descendant ou ascendant direct, ou un autre associé de la Société,

12.2.3. Droit et Procédure de préemption

(a) *Définition et objet du droit de préemption*

En cas de pluralité d'associés, toute Cession, à l'exception de celles réalisées par voie de dévolution successorale/donation aux héritiers, par un associé de tout ou partie de ses actions qu'il détient dans le capital de la Société au profit d'un autre associé ou d'un tiers, (le **Cessionnaire**) est soumise au respect d'un droit de préemption conféré aux autres associés, chacun à due concurrence de sa participation au capital de la Société, et rapportée aux associés autres que le Cédant (le **Droit de Préemption**), sans préjudice de la mise en œuvre de la procédure d'agrément prévue par l'Article 12.2.4. En conséquence de ce Droit de Préemption, tout Cédant s'interdit de réaliser la Cession projetée de ses actions, sans mettre préalablement les autres associés (les **Bénéficiaires du Droit de Préemption**) à même d'acquérir, aux mêmes conditions, notamment de prix, les Titres offerts à la vente (les **Titres Offerts**) selon les modalités prévues ci-dessous.

Par ailleurs, si au titre de toute Cession envisagée, le Cessionnaire est un associé de la Société, celui-ci devra avoir la possibilité si les autres Bénéficiaires du Droit du Préemption exercent effectivement leur Droit de Préemption, d'acquérir aussi une partie des Titres Offerts dans les mêmes conditions que s'il avait été Bénéficiaire du Droit de Préemption.

La Notification du Projet devra, par conséquent, indiquer si, en cas d'exercice effectif du Droit de Préemption par le ou les autres Bénéficiaires du Droit de Préemption, le Cessionnaire souhaite ou non exercer son droit d'acquérir une partie des Titres Offerts dans les mêmes conditions que s'il était Bénéficiaire du Droit de Préemption. Le Cessionnaire sera alors considéré comme un Bénéficiaire du Droit de Préemption pour l'application des paragraphes ci-après et, pour les besoins des calculs figurant à l'Article (d), sera réputé exercer son droit de préemption sur la totalité des Titres Offerts.

Par ailleurs, le Cédant pourra, sous réserve de le mentionner dans la Notification du Projet à peine de déchéance de cette faculté, indiquer si en cas d'exercice effectif du Droit de Préemption par les Bénéficiaires du Droit de Préemption, il entend être réputé avoir exercé son Droit de Préemption sur les Titres Offerts à proportion de la quote-part qu'il détient dans le capital de la Société, lui permettant ainsi en cas d'exercice de leur Droit de Préemption par les Bénéficiaires du Droit de Préemption de conserver une quote-part des Titres Offerts.

Le Droit de Préemption ne s'applique pas dans les hypothèses constitutives d'une Cession libre.

(b) *Procédure de notification*

Préalablement à toute Cession, le Cédant s'oblige à notifier le projet de cession aux Bénéficiaires du Droit de Préemption ainsi qu'au Président de la Société par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen de communication électronique permettant de s'assurer que le destinataire a bien pris connaissance du message (la **Notification du Projet**), laquelle devra contenir:

- i. les nom et adresse du cessionnaire proposé ou sa dénomination sociale, son siège social, son numéro RCS et l'identité de ses dirigeants s'il s'agit d'une personne morale ;
- ii. le nombre de Titres cédés (les **Titres Cédés**) ;
- iii. le prix offert ou la désignation du bien remis par le Cessionnaire à titre de contrepartie si le prix n'est pas payé exclusivement en numéraire ou une valorisation des Titres faite de bonne foi si la Cession se fait sans contrepartie (ex : donation, transmission universelle de patrimoine) (la **Contrepartie Offerte**), les modalités de paiement et les garanties demandées. Si le prix n'est pas payé exclusivement en numéraire, la Notification du Projet devra comporter, outre une description détaillée de l'opération envisagée, une valorisation de la Contrepartie Offerte (avec les éléments retenus pour ladite valorisation) ;
- iv. la copie de l'engagement ferme du Cessionnaire d'acquérir les Titres Cédés aux conditions indiquées dans la Notification du Projet.

A compter de la réception de la Notification du Projet, chaque Bénéficiaire du Droit de Prémption disposera d'un délai d'un mois (le **Délai de Réponse**) pour faire connaître au Cédant son intention d'exercer son Droit de Prémption sur tout ou partie des Titres Cédés aux mêmes conditions que ceux figurant dans la Notification du Projet (la **Notification d'Exercice**).

A défaut de notifier son intention d'exercer son Droit de Prémption avant l'expiration du Délai de Réponse, tout Bénéficiaire du Droit de Prémption sera réputé avoir renoncé à exercer son Droit de Prémption sur les Titres Cédés.

La Notification d'Exercice devra mentionner le nombre de Titres que le Bénéficiaire du Droit de Prémption souhaite acquérir et devra être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen de communication électronique permettant de s'assurer que le destinataire a bien pris connaissance du message, au Cédant et une copie sera adressée par tout moyen, y compris par e-mail, à l'attention du Président de la Société.

(c) Contestation de la valorisation de la Contrepartie Offerte

Le ou les Bénéficiaires du Droit de Prémption disposeront d'un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la Notification du Projet pour notifier au Cédant par lettre recommandée avec accusé de réception qu'il(s) entende(nt) contester la valorisation de la Contrepartie Offerte.

En cas de contestation sur la valorisation de la Contrepartie Offerte, le ou le(s) Bénéficiaire(s) du Droit de Prémption devra (ont) solliciter la désignation de **deux experts** par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du siège de la Société statuant en la forme des référés et sans recours possible, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil (les **Experts**). Cette saisine devra intervenir dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de dix (10) jours mentionné au paragraphe ci-dessus. A défaut, le ou le(s) Bénéficiaire(s) du Droit de Prémption seront réputés avoir renoncé à contester la valorisation de la Contrepartie offerte.

Les Experts interviendront comme mandataire commun des associés au sens de l'article 1592 du Code civil.

Les Experts procéderont, dans un délai de trente (30) jours à compter de sa saisine, à la fixation de la Contrepartie Offerte sur la base d'une évaluation objective des Titres Cédés dont la Cession est envisagée selon une analyse multicritères.

Dans les cas où la Contrepartie Offerte fixée par les Experts est inférieure de moins de 15 % ou de 15 % de la Contrepartie Offerte figurant dans la Notification du Projet (à la hausse ou à la baisse), les frais d'Expertise seront supportés par le ou les Bénéficiaires du Droit de Prémption ayant contesté la Contrepartie Offerte initialement proposée.

Dans les cas où la Contrepartie Offerte fixée par les Experts est inférieure de plus de 15 % de la Contrepartie Offerte figurant dans la Notification du Projet (à la baisse), les frais d'Expertise seront supportés par le Cédant.

Dans les cas où la Contrepartie Offerte fixée par les Experts est supérieure de plus de 15 % de la Contrepartie Offerte figurant dans la Notification du Projet (à la hausse), les frais d'Expertise seront supportés par le Cédant et le ou les Bénéficiaires du Droit de Prémption ayant contesté la Contrepartie Offerte initialement proposée, à hauteur de la moitié chacun.

Le rapport des Experts sera remis au(x) Bénéficiaires du Droit de Prémption ayant demandé sa désignation et à la Société qui devra le notifier à son tour à chacun des autres Bénéficiaires du Droit de Prémption et au Cédant dans les trois (3) jours de sa remise par les Experts. Le Cédant et les Bénéficiaires du Droit de Prémption seront tenus par les conclusions des Experts, qu'ils acceptent par avance et qu'ils renoncent par avance à contester. Les Experts agiront en tant que tiers arbitre et son évaluation s'imposera définitivement aux Bénéficiaires du Droit de Prémption et au Cédant et ne sera susceptible d'aucun recours, les conclusions des Experts étant rendues en dernier ressort.

Les délais figurant au présent Article sont suspensifs du délai figurant à l'Article 12.2.3 (b) concernant la réponse à la Notification d'Exercice. En outre, à compter de la remise du rapport des Experts, le ou les Bénéficiaires du Droit de Prémption disposeront d'un nouveau délai d'un (1) mois pour faire savoir s'ils entendent exercer toujours leur Droit de Prémption au vu des conclusions des Experts — toute Notification du Projet préalablement exercée devenant sans objet - (le **Délai de Réponse**).

De même, le Cédant pourra notifier aux Bénéficiaires du Droit de Prémption sa décision de renoncer à son projet de Cession dans le délai de dix (10) jours à compter de la remise par les Experts de son rapport, si la Contrepartie Offerte fixée par les Experts est inférieure de plus de 15 % à la Contrepartie Offerte figurant dans la Notification du Projet.

(d) Exercice du Droit de Prémption

Le Droit de Prémption, résultant des éventuelles Notifications d'Exercice faites par les Bénéficiaires du Droit de Prémption, devra, à peine de caducité, s'exercer sur l'intégralité des Titres Cédés.

Si les demandes de prémption des Bénéficiaires du Droit de Prémption dépassent le nombre de Titres Cédés et en cas de pluralité d'acquéreurs, ceux-ci seront répartis entre les Bénéficiaires du Droit de Prémption ayant exercé leur Droit de Prémption, au prorata du nombre d'actions détenues par chacun d'eux dans le capital de la Société et sous réserve des dispositions résultant au paragraphe (a) du présent Article 12.2.3 en cas d'exercice par le Cédant de la faculté prévue au même article.

Si le montant total des Titres préemptés est inférieur au nombre de Titres Cédés, les Bénéficiaires du Droit de Prémption seront réputés avoir renoncé à leur Droit de Prémption relatif à la Cession projetée. Le Cédant devra toutefois se soumettre à la procédure d'agrément prévue à l'Article 12.2.4 des présents statuts si elle est applicable.

Dans un délai de dix (10) jours à compter de l'expiration du Délai de Réponse, le Cédant devra notifier, par tout moyen écrit y compris par courrier électronique, à l'ensemble des Bénéficiaires du Droit de Prémption ainsi qu'au Président de la Société, le nombre total de Titres Cédés préemptés, avec la ventilation correspondante par Bénéficiaire du Droit de Prémption, tels que résultant de toutes les Notifications d'Exercice envoyées pendant le Délai de Réponse (la **Notification de Répartition**). La Notification de Répartition comportera en annexe copie de l'ensemble des Notifications d'Exercice reçues par le Cédant et le Président de la Société.

Dans l'hypothèse où les Bénéficiaires du Droit de Prémption auraient valablement exercé leur Droit de Prémption, pour au moins la totalité des Titres Cédés, le Cédant devra remettre, à chacun des Bénéficiaires du Droit de Prémption ayant exercé son Droit de Prémption, dans un délai de vingt-cinq (25) jours à compter de l'expiration du Délai de Réponse, un ordre de mouvement portant sur le nombre de Titres préemptés respectivement par chaque Bénéficiaire du Droit de Prémption, contre versement du prix (ce dernier correspondant à celui figurant dans la Notification du Projet ou à celui déterminé par les Experts), les autres modalités, s'il en est, étant établies conformément aux termes de la Notification du Projet.

Dans l'hypothèse où (i) les Bénéficiaires du Droit de Prémption auraient renoncé à exercer leur Droit de Prémption, (ii) le nombre de Titres préemptés serait inférieur au nombre de Titres Cédés (iii) les Bénéficiaires du Droit de Prémption ne procéderaient pas au versement du prix lors de la remise des ordres de mouvement, la Cession projetée pourra être réalisée librement, sous réserve du respect de la procédure d'agrément prévue à l'Article 12.2.4 ci-dessous. Si elle ne donne pas lieu à l'application de la clause d'agrément prévue à l'Article 12.2.4. (Cession entre associés), la Cession devra être réalisée dans les deux (2) mois à compter de l'expiration du Délai de Réponse. A défaut, la procédure de prémption devra à nouveau être mise en œuvre.

Pour les besoins des présentes, la date de réception sera réputée être la date de première présentation de la lettre recommandée en cas de recours à la lettre recommandée avec accusé de réception.

Toute cession intervenue en violation des dispositions susvisées est nulle.

12.2.4. Clause d'agrément

En cas de pluralité d'associés, et sauf les cas de Cessions libres visées au 12.2.2., toute Cession ayant pour effet l'admission d'un nouvel associé est subordonnée à l'agrément résultant d'une décision de la collectivité des associés, dans les formes et conditions prévues aux présents statuts, cette décision devant être prise à la majorité requise pour l'adoption des Décisions Extraordinaires.

Il est précisé que l'agrément définitif d'un nouvel associé implique l'impossibilité pour les associés de la Société de préempter les Titres destinés à ce nouvel associé, pour la Cession en cause.

Le Cédant ou à défaut le Cessionnaire doit adresser à la Société par acte extrajudiciaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société, lettre remise en mains propres au représentant légal de la Société ou par tout moyen de communication électronique permettant de s'assurer que le destinataire a bien pris connaissance du message, une demande d'agrément indiquant les nom, prénom(s) et adresse du Cessionnaire, le nombre de Titres dont la Cession est envisagée et le prix offert ou la valorisation retenue pour l'opération et les conditions de la Cession.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée et en cas de refus, ne peut donner lieu à aucune réclamation quelconque. La décision de refus est notifiée au demandeur par tout moyen écrit permettant de disposer d'une date certaine et opposable au demandeur, en ce compris notamment par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, télécopie, remise en main propre contre décharge. L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification de demande d'agrément.

En cas d'agrément, la Cession doit être régularisée dans les trois (3) mois qui suivent la notification de l'agrément ou l'obtention de l'agrément en cas d'agrément tacite, faute de quoi, un nouvel agrément sera nécessaire.

En cas de refus d'agrément, le Cédant, peut à tout moment, y compris après l'expertise visée ci-après, faire savoir qu'il renonce à la Cession projetée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la Société ou par tout moyen de communication électronique permettant de s'assurer que le destinataire a bien pris connaissance du message.

Si la collectivité des associés n'agrée pas le Cessionnaire proposé et si le Cédant n'a pas renoncé à la Cession, les associés sont tenus, dans le délai de neuf (9) mois à compter de la notification de refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un associé ou plusieurs associés, soit par un ou plusieurs tiers, soit, par la Société. En cas d'achat des actions par la Société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six (6) mois ou de les annuler.

Le prix d'achat est fixé d'un commun accord entre les parties. En cas de désaccord, le prix est déterminé par un expert, conformément à l'article 1843-4 du code civil. Les frais d'expertise sont supportés pour moitié par le Cédant et par les acquéreurs. Le prix d'achat est payable comptant, sauf accord contraire.

Si, à l'expiration de ce délai de neuf (9) mois à compter de la notification de refus d'agrément, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société, sans recours possible, l'associé Cédant et le Cessionnaire dûment appelés. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

La Cession au nom du ou des Cessionnaires(s) désigné(s) par la collectivité des associés est régularisée par un ordre de virement signé du Cédant ou, à défaut, du Président, qui le notifiera au

Cédant, dans les huit (8) jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui n'est pas productif d'intérêts.

La présente clause d'agrément ne peut être modifiée qu'avec l'accord unanime des associés.

Toute cession intervenue en violation des dispositions susvisées est nulle.

12.2.5. Nantissement des titres de la Société

Tout projet de nantissement de Titres, au profit d'un tiers ou d'un associé de la Société, sera soumis à un consentement donné par les associés à une majorité égale à celle requise dans la procédure d'agrément visée au 12.2.4.

Le refus d'un tel consentement entraînera simplement l'impossibilité d'opérer le nantissement projeté, sans entraîner une quelconque obligation de rachat.

12.3. Location des actions

Les actions peuvent être données en location à une personne physique dans les conditions prévues aux articles L.239-1 et suivants du Code de commerce. Elles donnent lieu à la mise en œuvre de la procédure d'agrément, objet de l'Article 12.2 des présents statuts.

ARTICLE 13 - EXCLUSION -CHANGEMENT DE CONTRÔLE

13.1. Modifications dans le contrôle d'une société associée

En cas de modification au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dès cette modification.

Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux actionnaires ou associés de la société associée.

L'exercice des droits non pécuniaires de cet associé est de plein droit suspendu à compter de cette modification.

Si cette procédure n'est pas respectée, la Société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'Article 13.2 des statuts.

Dans les trois mois suivant la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion de la société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'Article 13.2 des statuts. Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

13.2. Exclusion

13.2.1. En cas de pluralité d'associés, un associé peut être exclu par décision collective des associés dans les cas suivants et selon les conditions visées aux Articles 20 et 21 ci-après :

- violation des statuts ;

- faits ou actes de nature à porter atteinte à l'image de marque ou aux intérêts de la Société ;
- actions ou manifestations d'un associé contraires à l'affectio societatis ;
- survenance d'une situation de conflit d'intérêt manifeste portant atteinte ou de nature à porter atteinte aux intérêts de la Société ;
- dissolution, redressement ou liquidation judiciaire d'un associé ;
- changement de contrôle non agréé d'une société associée.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

Le Président notifie à l'associé l'intention de l'exclure ainsi que les motifs de cette exclusion par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de un mois avant la date à laquelle la décision d'exclusion doit être prise par les associés, afin que l'associé puisse préparer utilement sa défense.

Lors de la décision collective des associés, l'associé faisant l'objet de la procédure d'exclusion, peut faire valoir sa position, s'il le souhaite. La décision des associés constitue une décision ordinaire, prise à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés. La décision des associés doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions.

13.2.2. Les dispositions du présent Article 13.2 s'appliquent dans les mêmes conditions à tout associé qui aurait acquis cette qualité soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, soit à la suite d'une opération de fusion, d'apport de titres, de scission ou de cession de droits, d'attribution, de souscription à une augmentation de capital ou toute opération assimilée.

13.2.3. L'associé exclu doit céder la totalité de ses actions, dans un délai de trente (30) jours à compter de l'exclusion, aux acquéreurs désignés par la collectivité des associés. Dans cette hypothèse, la procédure d'agrément et le droit de préemption prévus à l'Article 12 des statuts ne sont pas applicables.

A compter de la décision d'exclusion et jusqu'à la cession de ses actions, les droits non pécuniaires de l'associé dont l'exclusion a été prononcée sont suspendus.

Le prix des actions est fixé d'accord commun avec les parties ; à défaut, ce prix sera fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la Société.

Le prix des actions de l'associé exclu doit être payé à celui-ci dans les trois mois de la décision de fixation du prix et de la signature de l'acte de cession des actions correspondantes.

Dans l'hypothèse où l'associé exclu ne procéderait pas à la cession de ses actions dans les trois mois de la décision de fixation du prix, la Société inscrira sur le registre des mouvements de titres et les fiches des associés la cession des actions au profit des acquéreurs désignés lors de la décision d'exclusion contre justification de la consignation du prix de cession à revenir à l'associé exclu à la Caisse des Dépôts et Consignations ou auprès de tout autre établissement bancaire de premier rang acceptant cette mission.

TITRE III
PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL - CONSEIL DE
DIRECTION

ARTICLE 14 - PRÉSIDENT

- 14.1. La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale. Le Président peut être choisi parmi les associés ou en dehors d'eux. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent la même responsabilité civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.
- 14.2. Le Président est nommé, avec ou sans limitation de durée, par le Conseil de Direction statuant à l'unanimité, la personne pressentie ne prenant pas part au vote. Il est rééligible. Il peut uniquement être révoqué par le Conseil de Direction statuant à l'unanimité, le président en voie de révocation ne prenant pas part au vote. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts. Les fonctions du Président prennent également fin en cas de démission, d'incapacité ou de décès. Le Président a le droit de renoncer à ses fonctions à charge pour lui d'en informer par tout moyen écrit l'associé ou les associés trente (30) jours à l'avance, étant entendu que ce délai pourra être réduit sur décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés de la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues aux Articles 20 et 21.
- 14.3. Le Président recevra la rémunération qui sera jugée appropriée par le Conseil de Direction, étant entendu cependant que, dans tous les cas, les frais qu'il encourt dans l'exercice de ses fonctions pourront lui être remboursés contre remise de justificatifs. Le Président peut se faire consentir ou être titulaire d'un contrat de travail conclu avec la Société, qu'il pourra cumuler avec son mandat social.

ARTICLE 15 - POUVOIRS DU PRESIDENT

- 15.1. Le Président représente la Société à l'égard des tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social. Il doit exercer ces pouvoirs dans le respect de la loi et des règlements en vigueur et des présents statuts, et agir dans l'intérêt de la Société.
- 15.2. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances ; cependant, la seule publication des statuts ne suffit pas à constituer cette preuve.
- Dans les rapports avec la Société et les associés, le Président assumera la direction générale et l'administration de la Société et disposera des pouvoirs les plus étendus pour organiser, gérer, orienter les activités de la Société dans les limites de l'objet social et dans l'intérêt de la Société, sous réserve des pouvoirs attribués par la loi et par les présents statuts à la collectivité des associés ou à l'associé unique et au Conseil de Direction.
- 15.3. Le Président pourra, sous sa responsabilité, déléguer une partie de ses pouvoirs, par mandats spéciaux et temporaires, à une ou plusieurs personnes, associée(s) ou non (chacune un **Délégué**), qui agiront sous le contrôle et la supervision du Président et seront soumises à l'autorité et aux instructions du Président. Les pouvoirs conférés à un Délégué pourront être modifiés et/ou révoqués à tout moment par le Président.

ARTICLE 16 - DIRECTEUR GÉNÉRAL

- 16.1 Sur proposition du Président, le Conseil de Direction peut nommer, en statuant à l'unanimité un ou plusieurs Directeurs Généraux, sous un maximum de trois, associé ou non. L(a)es personnes pressenties pour être nommé(e)s directeur général/directeurs généraux ne pren(d)nent pas part au vote. La décision de nomination fixera la durée de son/leur mandat.
- 16.2. Les Directeurs Généraux sont révocables ad nutum par le Conseil de Direction statuant à la majorité des deux tiers, les Directeurs Généraux en voie de révocation ne prenant pas part au vote.
- 16.3. La rémunération des Directeurs Généraux sera fixée par le conseil de direction. Les Directeurs Généraux auront droit au remboursement de leurs frais sur présentation des justificatifs. Les Directeurs Généraux peuvent se faire consentir ou être titulaire d'un contrat de travail conclu avec la Société, qu'ils pourront cumuler avec leur mandat social.
- 16.4. En cas de décès, démission ou empêchement du Président, les Directeurs Généraux conservent leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.
- 16.5. Les Directeurs Généraux seront investis des mêmes pouvoirs de direction et de représentation que le Président, qu'ils exerceront ensemble ou séparément.

En conséquence, les Directeurs Généraux dirigeront la Société, représenteront celle-ci à l'égard des tiers et seront investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société.

Le Conseil de Direction pourra néanmoins décider de limiter leurs pouvoirs.

- 16.6. Les Directeurs Généraux pourront consentir toute délégation de pouvoirs estimée nécessaire, par mandats spéciaux et temporaires, à une ou plusieurs personnes, associée(s) ou non, mandataire(s) de leur choix (chacun(e) un **Délégué**), qui agiront sous le contrôle et la supervision du Directeur Général délégant et seront soumises à l'autorité et aux instructions de celui-ci. Les pouvoirs conférés à un Délégué pourront être modifiés et/ou révoqués à tout moment par le Directeur Général délégant.

ARTICLE 17 - CONSEIL DE DIRECTION

La Société est dotée d'un Conseil de Direction.

Le Conseil de Direction :

- nomme et révoque le Président et détermine sa rémunération et la durée de son mandat et limite ses pouvoirs ;
- nomme et révoque le Directeur Général, détermine sa rémunération, la durée de son mandat et limite ses pouvoirs ;
- exerce un contrôle permanent de la gestion du président (et du directeur général le cas échéant);
- exerce également un contrôle de la réalisation des objectifs stratégiques du Groupe.

A ce titre, il peut, à toute époque de l'année et sur demande de l'un quelconque de ses membres, opérer les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns et se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

- Il définit le plan du stratégique du groupe :
 - Business model et marché (marchés, point sur les concurrents et les clients, innovation...)
 - Croissance et cessions (prise de participations, création et cessions de société)
 - Financement (adéquation des moyens résultant des points ci-dessus)

Il pourra inviter des spécialistes métiers du secteur de la promotion logements ou tertiaires, de la réhabilitation pour l'aider dans son analyse.

- Il assure la gestion du risque :
 - Protection du patrimoine des actionnaires
 - Recensement et analyse des risques Groupe (nature, montant financier, probabilité d'occurrence).

Une revue de ces risques sera réalisée au moins une fois par an sur la base d'un audit réalisé à l'initiative du Président ou du Directeur Général.

17.1. Nomination — Durée des fonctions — Composition

Le Conseil de Direction est composé d'un nombre minimum de trois (3) membres personnes physiques ou morales nommés, sur proposition du Président, par décision des associés selon les conditions prévues aux Articles 20 et 21, pour une durée d'un an, renouvelable, l'année étant la période qui sépare deux assemblées générales ordinaires annuelles consécutives.

Le Président de la Société est de plein droit membre du Conseil de Direction.

17.2. Président du Conseil de Direction

Le Conseil de Direction est présidé par le président de la Société, chargé à ce titre de convoquer le Conseil de Direction et d'en diriger les débats.

17.3. Rémunération

Les membres du Conseil de Direction pourront, le cas échéant, être rémunérés au titre de leurs fonctions de membres du Conseil de Direction. La décision des associés les nommant en décidera.

17.4. Révocation

Les membres du Conseil de Direction pourront être révoqués de cette fonction à tout moment, sans avoir à justifier d'un juste motif, par décision Extraordinaire des associés. Cette révocation ne donnera lieu au versement d'aucune indemnité.

17.5. Réunions

Le Conseil de Direction se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, et au moins une fois tous les 3 mois, sur convocation du Président, laquelle pourra être effectuée par tous moyens et notamment par voie électronique.

Les réunions du Conseil de Direction pourront se tenir par tous moyens (notamment par voie de visioconférence ou de téléconférence). Le Président de la Société présidera les réunions du Conseil de Direction. En cas d'empêchement du Président, les réunions du Conseil de Direction, seront présidées par un membre choisi par le Conseil de Direction en début de séance.

Tout membre du Conseil de Direction peut donner, même par lettre, télégramme, télex ou télécopie, pouvoir à un autre membre du Conseil de Direction de le représenter à une séance du Conseil de Direction, mais chaque membre ne peut disposer au cours d'une séance que d'une seule procuration.

Le Conseil de Direction ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Ses décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés.

En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante.

Les délibérations du Conseil de Direction sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur. Les procès-verbaux sont signés par le Président de séance et au moins un membre. En cas d'empêchement du Président de séance, il est signé par deux membres au moins.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations du Conseil de Direction sont valablement certifiés par le Président ou le Directeur Général ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

TITRE IV

CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ - DECISIONS DES ASSOCIÉS

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ, SES DIRIGEANTS ET SES ASSOCIÉS

18.1. En cas de pluralité d'associés, toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et :

- a. ses dirigeants,
- b. l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %,
- c. la Société contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce une Société associée disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %,

doit être portée à la connaissance du commissaire aux comptes si la Société en est dotée par le Président dans un délai d'un mois de leur conclusion.

Le Président ou le commissaire aux comptes si la Société en est dotée doit établir un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé avec les personnes intéressées telles que visées au premier paragraphe du présent article, étant précisé que cette disposition n'est pas applicable aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Lors de la décision collective statuant sur les comptes dudit exercice, les associés statuent sur ce rapport.

Les conventions non approuvées par décision collective des associés produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée ou le Président d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

18.2. Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son dirigeant.

ARTICLE 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

19.1. La désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant n'est obligatoire que dans les hypothèses prévues par la loi. La collectivité des associés statuant dans les conditions des Articles 20 et 21 peut décider de procéder à de telles désignations. Enfin, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés dans les conditions prévues par la loi.

19.2. Le commissaire aux comptes titulaire exercera son contrôle conformément à la loi. Il est désigné pour une période de six (6) exercices consécutifs.

19.3. Un commissaire aux comptes suppléant, appelé à remplacer le titulaire en cas de refus, d'empêchement, démission, décès ou relèvement, est nommé en même temps et dans les mêmes conditions que le titulaire et pour la même durée.

ARTICLE 20 - DOMAINES RÉSERVÉS AUX DÉCISIONS DES ASSOCIÉS OU DE L'ASSOCIÉ UNIQUE

Une décision du ou des associés est nécessaire notamment pour les actes et opérations énumérés ci-dessous, indépendamment des dispositions des présents statuts faisant attribution de compétence aux associés :

- (i) augmentation, réduction ou amortissement de capital social et, plus généralement, émission de titres financiers, notamment de titres financiers donnant droit, de quelque façon que ce soit, à l'attribution d'un titre représentatif du capital de la Société,
- (ii) fusion, scission, apport partiel d'actif soumis au régime des scissions, liquidation ou dissolution ;

- (iii) modification des présents statuts, sauf pour le transfert du siège social dans les conditions de l'article 4 des statuts ;
- (iv) approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- (v) toute distribution faite à t'associé unique ou aux associés à l'exception des acomptes sur dividendes ;
- (vi) nomination et révocation des membres du Conseil de Direction, détermination de leur rémunération, de la durée de leur mandat et de limitations de pouvoirs,
- (vii) nomination des commissaires aux comptes titulaires et suppléants ;
- (viii) exclusion d'un associé ;
- (ix) émission d'obligations ;
- (x) agrément d'un nouvel associé ;
- (xi) transformation en Société d'une autre forme.

ARTICLE 21 - DÉCISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIÉS

21.1. Mode de consultation des associés

Les décisions des associés sont prises à l'initiative du Président, du Directeur Général ou du Conseil de Direction ; ou à défaut, à celle du Commissaire aux comptes ou de toute personne habilitée à cet effet (un **Demandeur**).

L'ordre du jour en vue des décisions collectives des associés est arrêté par le Demandeur.

Les décisions collectives sont prises, au choix du Demandeur :

- en Assemblée Générale (soit au siège social, soit en tout autre endroit désigné dans la convocation) ; ou,
- par consultation écrite ; ou,
- par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle.

Elles peuvent aussi s'exprimer par un consentement unanime des associés donné dans un acte.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives, quel que soit leur forme, par lui-même ou par un mandataire de son choix, qui peut ou non être un associé. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits, et notamment par télécopie ou par transmission électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat. Le nombre de mandats dont peut disposer un associé est illimité.

21.2. Droit de vote attaché aux actions

Les droits de vote attachés aux actions sont proportionnels à la quotité de capital qu'ils représentent et chaque action donne droit à son détenteur à une voix, sous réserve de l'existence de catégories particulières d'actions évoquées, le cas échéant, à article 11.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux décisions collectives des associés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour toutes les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels y compris l'affectation du résultat et au nu-proprétaire en cas de paiement du dividende sous forme d'actions et pour toutes les autres décisions. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote lors des décisions collectives des associés. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute réunion d'associés qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-proprétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives des associés.

21.3. Décisions de nature ordinaire et de nature extraordinaire

Constituent des décisions de nature ordinaire, les décisions qui ne modifient pas les statuts de la Société.

Constituent des décisions de nature extraordinaire, les décisions qui modifient les statuts de la Société.

Sauf dérogations stipulées dans les présents Statuts, les règles de majorités pour les décisions ordinaires et extraordinaires sont fixées au (e) de l'article 21.4. et au (b) de l'article 21.5. ci-dessous.

21.4. Décisions prises en Assemblée Générale

(a) Convocation

L'Assemblée Générale est convoquée par un Demandeur. La convocation est faite par une notification envoyée par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique **huit (8) jours** au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour. Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'Assemblée Générale peut se réunir sans convocation préalable et à condition qu'aucun des points figurant à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale ne requière la rédaction d'un rapport par le Commissaire aux comptes, s'il en existe un. Le ou les Commissaires aux comptes, s'il en existe, seront convoqués à l'Assemblée Générale dans les mêmes conditions que les associés.

(b) Présidence

L'Assemblée Générale est présidée par le Président de la Société ou, en son absence, par un associé spécialement délégué ou élu à cet effet par l'Assemblée.

(c) Vote à distance

Tout associé pourra voter à distance selon les modalités déterminées ci-après.

Tout associé pourra voter en retournant à la Société un formulaire de vote par correspondance, ledit formulaire devant parvenir à la Société, par courrier, par télécopie ou par courrier électronique, au plus tard deux heures avant le début de l'Assemblée Générale afin d'être pris en compte. L'associé pourra demander à la Société un formulaire de vote par correspondance à compter de la réception de la convocation et au plus tard la veille de l'assemblée avant 12 H ou si ce délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, au plus tard le premier jour ouvré avant 12 H précédant le jour de l'assemblée, par tous moyens écrits, y compris par télécopie ou par courrier électronique.

En cas de réception d'une demande excluant la transmission dudit formulaire par courrier en raison des délais d'acheminement postaux, ce dernier pourra être au choix de la Société transmis par télécopie ou par courrier électronique au dernier numéro de télécopie connu ou à la dernière adresse électronique connue de l'associé.

(d) Participation des associés par des moyens de télétransmission ou de télécommunication

Lors de la convocation d'une Assemblée Générale, le Demandeur pourra également décider d'autoriser la participation des associés aux débats et le vote à distance en recourant à des moyens de télétransmission ou de télécommunication, satisfaisant à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'Assemblée, dont les délibérations devront être retransmises de façon continue, cette faculté étant indépendante de la réunion des associés par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle prévue à l'Article 20.6 des statuts. Pour le calcul du quorum et de la majorité prévues ci-après à l'Article 20.4 e), les associés participant aux Assemblées Générales par ce biais seront réputés présents.

(e) *Quorum - Majorité*

L'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins **60% des actions** ayant le droit de vote. Si le quorum n'est pas atteint sur première convocation, l'assemblée est à nouveau convoquée **huit (8) jours** ouvrés après la date de la première convocation sans quorum requis.

Les **décisions de nature ordinaire** définies à l'Article 21.3 des statuts sont valablement adoptées par les associés réunis en Assemblée Générale, sous réserve de recueillir un vote favorable à la **majorité des voix** dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, sauf dérogation légale.

Les **décisions de nature extraordinaire** définies à l'Article 21.3 des statuts sont valablement adoptées par les associés réunis en Assemblée Générale, sous réserve de recueillir la majorité de **soixante-quinze pourcent (75%) des voix** dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, sauf dérogation légale.

Nonobstant ce qui précède, l'unanimité des associés sera requise pour l'adoption des décisions visées à l'article L.227-13 du Code de commerce ainsi que pour tout autre décision pour lesquelles la loi prévoit l'unanimité, notamment en cas d'augmentation des engagements des associés ou de transfert du siège social hors de France ne satisfaisant pas aux dispositions de l'article L.225-97 du Code de commerce.

Toute abstention ne sera pas prise en compte dans le décompte de la majorité requise.

(f) *Feuille de présence et procès-verbal*

A chaque Assemblée Générale est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion rappelant le nombre de voix présents, un résumé des débats, les résolutions et le résultat de votes, signé (i) par le Président de séance et (ii) par au moins un associé, présent ou par le mandataire d'un associé représenté.

21.5. Décisions prises par consultation écrite

(a) *Organisation et déroulement*

En cas de consultation écrite (en ce compris toute consultation effectuée par télécopie ou par transmission électronique), le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires sont adressés par le Demandeur à chaque associé et au Président si celui-ci n'est pas le Demandeur, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Les associés disposent d'un délai minimum de **huit (8) jours** à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote.

Le vote peut être émis par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai accordé aux associés pour répondre (s'il n'est pas précisé dans les résolutions, ce délai sera de **huit (8) jours**) est considéré comme s'étant abstenu. Si les votes de tous les associés sont reçus avant l'expiration dudit délai, la résolution concernée sera réputée avoir fait l'objet d'un vote à la date de réception du dernier vote.

Le ou les Commissaires aux comptes, s'il en existe, sont informés, par tous moyens de l'objet de ladite consultation de la même manière que les associés.

(b) *Majorité*

Les décisions prises par voie de consultation écrite sont réputées adoptées, s'agissant de décisions :

- de **nature ordinaire**, définies à l'Article 21.3 des statuts si elles recueillent la **majorité des actions** ayant le droit de vote sauf lorsqu'il en est disposé autrement par les présents statuts ;
- de **nature extraordinaire**, définies à l'Article 21.3 des statuts si elles recueillent la majorité des **soixante-quinze pourcent (75%) des actions** ayant le droit de vote.

Pour le surplus il est fait application des dispositions de l'article 21.4 e).

Toute abstention ne sera pas prise en compte dans le décompte de la majorité requise.

(c) *Procès-verbal*

La décision collective des associés fait l'objet d'un procès-verbal établi et signé par le Demandeur auquel est annexée chaque réponse des associés, et qui est immédiatement communiqué à la Société pour être conservé dans les conditions visées à l'Article 21.9 ci-après.

21.6. Décisions prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle

(a) *Organisation et déroulement*

Lors des réunions par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, les associés et le Président, s'il n'est pas le Demandeur, sont convoqués par le Demandeur par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique **huit (8) jours** au moins avant la date de la réunion. L'ordre du jour doit être indiqué, ainsi que la manière dont les associés peuvent prendre part à la réunion. Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, le Président peut demander l'inscription d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de la réunion, et sous réserve qu'aucun de ces points ne requiert la rédaction d'un rapport par le Commissaire aux comptes, s'il en existe un.

Le ou les Commissaires aux comptes, s'il en existe, sont informés de la téléconférence téléphonique ou audiovisuelle dans les mêmes conditions que les associés.

(b) *Majorité*

Les décisions prises par voie de conférence téléphonique ou de visioconférences sont adoptées dans les conditions de l'article 21.4 e).

(c) *Procès-verbal*

Lorsque les décisions sont prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, le Demandeur établit, dans un délai de **huit (8) jours**, à compter de la téléconférence, le projet de procès-verbal de séance après avoir indiqué :

- l'identité des associés présents ou représentés, en précisant, le cas échéant, les mandats donnés à cet effet. Dans cette hypothèse, les mandats sont annexés au procès-verbal ;
- l'identité des associés absents ;
- le texte des résolutions ;
- le résultat du vote pour chaque résolution, le résultat du vote - Toute abstention ne sera pas prise en compte dans le décompte de la majorité requise.

Le Demandeur en adresse immédiatement une copie par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, à chacun des associés. Les associés ayant pris part à la téléconférence en retournent une copie au Président, dans les **huit (8) jours**, après l'avoir signée, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

A réception des copies signées par les associés, le Demandeur établit le procès-verbal définitif. Ledit procès-verbal dûment signé par le Demandeur, ainsi que la preuve de l'envoi du procès-verbal aux associés et les copies renvoyées dûment signées par les associés ainsi qu'il est indiqué ci-dessus sont immédiatement communiqués à la Société pour être conservés comme indiqué ci-après.

21.7. Acte sous seing privé

Toute décision de la compétence des associés peut également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte écrit, rédigé en français et signé par tous les associés, étant précisé que tout associé pourra se faire représenter dans les conditions de l'Article 21.1.

Cet acte est ensuite consigné dans le registre des délibérations des associés. La date de l'acte sera la date de la dernière des signatures apposées sur ce dernier.

21.8. Décisions prises par l'associé unique

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et les présents statuts à la collectivité des associés.

Les décisions de l'associé unique sont prises à l'initiative du Président ou, à défaut, de sa propre initiative. Dans ce dernier cas, le Président en est avisé dans les meilleurs délais. Si la décision intervient à l'initiative du Président, ce dernier établit un rapport qu'il communique à l'associé unique. Le Président peut également décider de recourir à la consultation écrite.

Les règles relatives aux décisions collectives des associés (convocation, vote, majorité) ne sont pas applicables.

Le ou les Commissaires aux comptes, s'il en existe, sont avisés dans les meilleurs délais et par tous moyens écrits, de la décision projetée par celui qui en a eu l'initiative.

L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

21.9. Registre des décisions

Les décisions de l'associé unique ou des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés. Les copies ou extraits des délibérations sont valablement certifiés par le Président ou un représentant autorisé dûment habilité à cet effet.

ARTICLE 22 - DECISIONS DES ASSOCIES TITULAIRES D'UNE CATEGORIE D' ACTIONS OU DES TITULAIRES DE VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL

22.1. Toute décision de la collectivité des associés de modifier ou de supprimer les droits relatifs à une catégorie d'actions n'est définitive qu'après approbation par les associés titulaires de cette catégorie d'actions, laquelle est prise soit, sous la forme d'une décision intervenant par un acte ou par consultation écrite dans les conditions décrites respectivement aux Articles 21.7 et 21.5 ci-avant ou sous forme d'une Assemblée Spéciale dont les modalités de tenue seront identiques à celles prévues pour les Assemblées Générales aux termes de l'Article 21.4. Les décisions des Assemblées Spéciales des associés titulaires d'une même catégorie d'actions délibèrent dans les conditions de quorum et de majorité prévues à l'article L.225-99 du Code de commerce. En cas de recours à une consultation écrite prévue à l'Article 21.5, la majorité requise sera également celle de l'article L.225-99 du Code de

commerce, calculée toutefois sur le nombre d'actions de la catégorie concernée par la modification ayant droit de vote.

22.2. Les titulaires de titres financiers donnant accès au capital de la Société sont convoquées et délibèrent dans les conditions et modalités fixées par l'article L.228-103 du Code de commerce.

ARTICLE 23 - INFORMATION DES ASSOCIÉS

23.1. L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés sont tenus à la disposition des associés ou de l'associé unique à l'occasion de toute consultation.

23.2. Plus généralement, l'associé unique ou les associés auront le droit de consulter, au siège social de la Société, les documents énumérés par l'article L. 225-115 du Code de commerce. L'exercice de ce droit de consultation sera cependant soumis aux conditions suivantes : (i) l'associé concerné devra informer la Société, raisonnablement à l'avance, de son intention d'exercer ce droit de consultation, et (ii) l'exercice dudit droit ne devra pas perturber le fonctionnement de la Société.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 24 - COMPTES ANNUELS

24.1. Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

24.2. A la clôture de chaque exercice, le Président établit et arrête le bilan, le compte de résultat et l'annexe conformément à la loi. Il établit également le rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et les activités en matière de recherche et de développement, ainsi que, le cas échéant, des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe.

24.3. L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, une décision collective des associés statue sur les comptes de l'exercice écoulé chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par une décision de justice.

ARTICLE 25 - AFFECTATION DES RÉSULTATS

25.1 Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

25.2. Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

25.3. Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des présents statuts, et augmenté de tout report bénéficiaire.

25.4. Ce bénéfice peut être mis en réserve ou distribué aux associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.

25.5. L'associé unique ou les associés peuvent décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont il(s) a (ont) la disposition, étant précisé que les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice, dans les conditions édictées par la loi.

25.6. Sauf en cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés ou à l'associé unique lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant de capital effectivement souscrit à la date en question, augmenté des réserves que la loi ou les présents statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après approbation des comptes, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices ultérieurs jusqu'à apurement.

ARTICLE 26 - MODALITÉS DE PAIEMENT DES DIVIDENDES

26.1. La collectivité des associés ou l'associé unique statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés.

26.2. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par autorisation de justice.

26.3. Toutefois, le Président peut décider, s'il le juge opportun, le versement d'un acompte sur dividende dans les conditions prévues à l'article L. 232-12 du Code de commerce.

TITRE VI

TRANSFORMATION - PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise sur le rapport des commissaires aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les Associés ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les Associés devenant actionnaires commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des Associés, soit la modification des clauses des Statuts exigeant l'unanimité des Associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 28 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de la collectivité des associés ou de l'associé unique, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

ARTICLE 29 - DISSOLUTION ANTICIPÉE

29.1. La dissolution anticipée de la Société peut être décidée par décision collective des associés ou par l'associé unique, conformément aux dispositions des Articles 20 et 21 ci-dessus.

29.2. Si la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 30 - LIQUIDATION

30.1. Hormis les cas de fusion, de scission ou de réunion de toutes les actions en une seule main lorsque l'associé unique est une personne morale, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation.

30.2. En cas de pluralité d'associés ou si l'associé unique est une personne physique, l'associé unique personne physique ou la décision collective des associés règle le mode de liquidation, nomme le liquidateur et fixe ses pouvoirs.

L'associé unique personne physique ou les associés est (sont) consulté(s) en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

30.3. Après dissolution de la Société, les copies ou extraits sont signés par le liquidateur.

ARTICLE 31 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la vie de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés ou l'associé unique et la Société, entre tes associés eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement la conduite de l'activité de la Société, sont soumises aux tribunaux du ressort du siège social de la Société.